

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 22-26 octobre 2007

PROJETS DE PROGRAMMES DE PAYS

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2007/7/3
26 septembre 2007
ORIGINAL: ANGLAIS

PROJET DE PROGRAMME DE PAYS NICARAGUA 10597.0 (2008–2012)



Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODP*: M. P. Medrano Pedro.Medrano@wfp.org

Attachée de liaison, ODP: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

*Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes



RESUME

Le Nicaragua reste un des pays les plus pauvres d'Amérique latine: le produit intérieur brut par habitant se chiffre à 960 dollars É.-U.; 48 pour cent de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté dont 17 pour cent, dans une pauvreté extrême. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture recense 1,5 million de personnes sous-alimentées¹. La malnutrition chronique touche 20 pour cent des enfants de moins de 5 ans; la proportion atteint 50 pour cent dans certaines régions cibles de l'aide du PAM. La répartition de la richesse est très inégale au Nicaragua: les 20 pour cent les plus riches possèdent 60 pour cent des richesses; les 20 pour cent les plus pauvres en possèdent 3 pour cent. La faible fréquentation des écoles et des centres de santé confirme la pauvreté et les inégalités.

D'après l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité² les municipalités vulnérables se trouvent principalement dans les zones rurales du nord et dans la Région autonome de l'Atlantique Nord. Le programme de pays affectera 95 pour cent des ressources aux zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire — Nueva Segovia, Madriz, Jinotega, Matagalpa et la Région autonome de l'Atlantique Nord. L'enquête sur la consommation alimentaire effectuée par le Gouvernement en 2004 a montré que 50 pour cent de la population souffre d'un déficit alimentaire; les déficits les plus marqués par habitant sont enregistrés dans la Région autonome de l'Atlantique Nord et dans la Région autonome de l'Atlantique Sud; les provinces de Madriz et de Nueva Segovia affichent le déficit par habitant le plus élevé, qui varie de 230 à 340 kilocalories par personne et par jour.

Les programmes du PAM auront un impact plus puissant dans le cadre du programme gouvernemental "*Hambre Cero*" (Faim zéro). Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement garantira la bonne coordination entre les apports du PAM et ceux des autres organismes. Le programme de pays contribuera à renforcer la capacité du gouvernement à mettre en place une aide alimentaire durable et ouvrira la voie au transfert à venir des responsabilités.

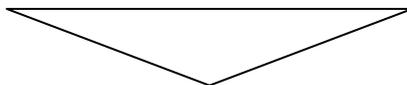
Conforme au programme "Faim zéro", le programme de pays sera axé sur la santé maternelle et infantile, les activités Vivres au profit de l'éducation et Vivres au profit de la formation pour 225 000 bénéficiaires. Le budget se monte à 18,58 millions de dollars É.-U. sur une période de cinq ans, soit en moyenne 3,7 millions de dollars par an. Le programme actuel ne couvrant que 70 pour cent des besoins identifiés par l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité, le programme de pays tentera d'obtenir des financements bilatéraux directs et des contributions du secteur privé pour fournir une aide à 95 000 écoliers dans les zones de forte vulnérabilité.

¹ FAO. 2004. *Situation de l'alimentation et de l'agriculture*. Rome.

² PAM. 2005. *Nicaragua Vulnerability Analysis and Mapping Report*, 2005. Managua.



PROJET DE DECISION*



Le Conseil entérine le projet de programme de pays Nicaragua 10597.0 (2008–2012) (WFP/EB.2/2007/7/3), lequel requiert 21 045 tonnes de produits alimentaires pour un coût de 16,4 millions de dollars É.-U., couvrant la totalité des coûts opérationnels directs de base. Il autorise le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations des membres du Conseil.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (WFP/EB.2/2007/15) publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION

1. Après des décennies d'instabilité politique, de guerre civile et de catastrophes, le Nicaragua connaît aujourd'hui la stabilité et la croissance. Depuis quelques années, la croissance économique atteint en moyenne 5 pour cent; l'inflation demeure relativement stable et ne dépasse pas 10 pour cent. Les recettes de l'État représentent actuellement 25 pour cent du produit intérieur brut (PIB), ce qui permet d'accroître les dépenses sociales. L'indice de pauvreté est tombé de 50 pour cent en 1993 à 45 pour cent en 2000.
2. Le Nicaragua n'en reste pas moins un pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV): la pauvreté touche 48 pour cent de la population; 17 pour cent des habitants vivent dans une pauvreté extrême. La sous-alimentation atteint 27 pour cent de la population, soit 1,5 million de personnes – ce qui correspond à une augmentation de 300 000 individus en dix ans.
3. L'enquête sur la consommation alimentaire réalisée par le gouvernement en 2004 a montré que 50 pour cent de la population souffre d'un déficit alimentaire: la Région autonome de l'Atlantique Nord (RAAN), la Région autonome de l'Atlantique Sud (RAAS) et les provinces septentrionales de Madriz et de Nueva Segovia accusent les déficits par habitant les plus élevés, compris entre 230 et 340 kilocalories par habitant et par jour.
4. L'Enquête démographique et sanitaire de 2001 réalisée par le Gouvernement a révélé que 23 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique, résultat confirmé par une enquête sur la nutrition réalisée en 2004 par le réseau d'organisations non gouvernementales (ONG) NicaSalud et le PAM; certaines zones cibles du PAM enregistrent des taux de 50 pour cent.
5. Le service d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) a conduit une analyse de la vulnérabilité en 2005 et classé les municipalités suivant cinq degrés de vulnérabilité. La RAAN et les départements de Matagalpa, Madriz, Jinotega et Nueva Segovia, suivis de la RAAS et du département de Rio San Juan, affichent le nombre le plus élevé de municipalités pauvres. Les organismes des Nations Unies et le Gouvernement s'appuient sur ces résultats pour promouvoir le développement social des 59 municipalités les plus vulnérables. Le PAM travaillera dans ces zones dans le cadre de son projet d'assistance technique.
6. La composante de renforcement des capacités se fondera sur les enseignements tirés de diverses activités: alimentation scolaire, Vivres contre travail (VCT), système d'alerte rapide pour la sécurité alimentaire, système d'intervention en cas de catastrophe, éradication de la malnutrition chronique et enrichissement des compléments alimentaires pour la santé maternelle et infantile (SMI). Les moyens financiers proviendront de projets locaux et de fonds bilatéraux directs fournis en dehors du programme de pays.
7. L'étude ACV portait principalement sur les ménages vulnérables, les modes de consommation et les capacités d'adaptation. L'ACV et une enquête gouvernementale sur la consommation font apparaître des carences en protéines, en lipides, en vitamines et en minéraux, ainsi qu'un apport énergétique de base insuffisant; l'assortiment alimentaire du PAM devra donc inclure de l'huile enrichie en vitamines, un mélange maïs-soja et du maïs.
8. Une étude sur les ménages axée sur la RAAN et la RAAS, et les régions rurales méridionales et septentrionales, a également permis au PAM et à d'autres organismes des Nations Unies de mieux cerner les modes de consommation, les capacités d'adaptation, les risques et les dispositifs d'intervention.

9. Le taux d'inscription à l'école primaire a augmenté, mais de façon variable. Dans la RAAN, qui abrite les principales zones cibles du PAM, 25 pour cent des enfants âgés de 7 à 12 ans ne sont pas scolarisés. Les adultes ne font que 2,7 années d'études, contre une moyenne nationale de 4,7 années. Le taux d'achèvement des études primaires diminue: il est passé de 75 pour cent en 1990 à 86 pour cent en 2002, pour retomber à 80 pour cent en 2005. En raison de la pauvreté chronique, les enfants travaillent dès l'âge de 8 ans dans les fermes au moment des récoltes, qui coïncident avec les deux derniers mois de l'année scolaire; la plupart d'entre eux ne se présentent pas à l'examen de passage en classe supérieure.
10. Malgré l'augmentation de ses recettes, le Gouvernement n'affecte que 3 pour cent de son budget à l'éducation primaire, c'est l'un des taux les plus bas d'Amérique latine. L'investissement moyen par enfant est de 28 dollars, montant faible par comparaison avec le Honduras (45 dollars), le Panama (200 dollars) et la moyenne de l'Amérique latine (93 dollars)³.
11. Cet accès limité à l'éducation se répercute directement sur la santé: des recherches ont montré que plus la mère est instruite, moins l'enfant souffre de malnutrition; or, 30 pour cent des mères vivant dans le Nord n'ont bénéficié d'aucune éducation scolaire⁴. Chez les mères qui ont fait au minimum quatre années d'études, le taux de fécondité est de 3,3 pour cent contre 5,2 pour cent chez celles qui n'ont reçu aucune éducation; cette situation se traduit par des revenus inférieurs et de moins bonnes habitudes de consommation. Selon une étude ACV, 50 pour cent des personnes non scolarisées invoquent, comme principale raison, des revenus insuffisants ou la nécessité de travailler. Dans les ménages à "consommation extrêmement faible", 75 pour cent des chefs de famille n'ont pas terminé le cycle primaire.
12. La crise du café de 2002 et la sécheresse de 2007 ont fragilisé encore davantage le nord du pays. La stratégie du PAM consiste en partie à atténuer les effets des catastrophes sur le terrain, ainsi que sur le plan de la politique et du renforcement des capacités; elle prévoit la mise en place d'un système d'alerte rapide local et national en cas de famine et de malnutrition, une aide d'urgence, et une meilleure planification des opérations d'urgence dans le cadre des systèmes nationaux, régionaux et locaux de prévention, d'atténuation des effets et d'intervention face aux catastrophes.
13. Le Gouvernement — qui est arrivé au pouvoir en janvier 2007 — entend renforcer les dépenses sociales et l'efficacité. Un comité consultatif sous l'autorité du Président supervisera le programme Faim zéro, qui a été intégré dans les ministères pour coordonner trois activités: agriculture productive - Ministère de l'agriculture; alimentation scolaire à l'échelle nationale – Ministère de l'éducation; nutrition infantile and prénatale - Ministère de la santé. Les ministères et les organisations internationales coopéreront pour renforcer l'impact du programme.

³ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). 2004. *Panorama Social*. Santiago du Chili.

⁴ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Nicaragua 2007. *Rapport intérimaire OMD*. Managua.



ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA COOPERATION PASSEE

14. Le PAM est présent au Nicaragua depuis 1971. Dans les années 80, l'accent était mis sur l'action d'urgence; dans les années 90, le PAM a financé des programmes de santé et d'éducation, aidé les populations déplacées par la guerre civile, soutenu le secteur laitier, et rétabli des espaces productifs dans des zones marginalisées; à mesure que la situation se stabilisait, le Programme a mis en place un partenariat avec le gouvernement et favorisé le renforcement des capacités.
15. L'action du PAM en vue de doter le gouvernement de nouvelles capacités, a abouti à la création de l'unité du programme intégré d'éducation nutritionnelle, organe mixte regroupant le Ministère de l'éducation et les partenaires locaux, et de l'unité Ministère de l'agriculture et des forêts/PAM au sein du Ministère de l'agriculture. Conduites par des directeurs nationaux, ces unités s'occupent de la planification, de la mise en œuvre, de l'administration, de la logistique et du suivi des opérations. Les unités logistiques disposent de leur propre budget et couvrent 50 pour cent des coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM), contribuant ainsi à renforcer l'efficacité de l'aide alimentaire et à réduire les coûts du PAM.
16. Le programme de pays s'appuiera sur les travaux entrepris par le PAM avec le Gouvernement; de nouvelles interventions conjointes et un renforcement du rôle du Gouvernement sont attendus. Le PAM et le Gouvernement rechercheront des informations sur les effets directs des activités afin de faciliter la réorganisation des projets.
17. Le secteur privé contribue à financer le programme d'alimentation scolaire et les équipements tels que les cuisines, les fourneaux, les ustensiles, les filtres à eau et les réservoirs.
18. L'évaluation externe du PAM réalisée en 2005 a mis en évidence le succès du programme de pays: par exemple, 83 pour cent des mères participant aux programmes SMI ont reçu un ensemble intégré de soins; 100 pour cent des comités d'alimentation scolaire étaient en activité, dont 80 pour cent avaient dispensé une éducation sur l'aide alimentaire et la participation des communautés; 93 pour cent des ménages participant à des activités Vivres contre travail (VCT) avaient adopté un régime alimentaire plus varié.
19. L'évaluation a recommandé que le PAM mette au point des stratégies de sécurité alimentaire avec des organisations municipales et continue de renforcer l'unité chargée du programme intégré de l'éducation nutritionnelle et l'unité Ministère de l'agriculture et des forêts/PAM au sein du gouvernement; le PAM était également invité à contribuer à améliorer les politiques de sécurité alimentaire et de nutrition.
20. Les enquêtes normalisées consacrées à l'alimentation scolaire ont fait ressortir les répercussions positives de l'aide du PAM sur la scolarisation et la fréquentation scolaire. Le PAM ne peut soutenir qu'un nombre d'écoles limité en raison des restrictions budgétaires, mais les taux d'inscription sont demeurés stables et le taux de fréquentation est passé de 88 à 91 pour cent.
21. Le PAM collabore avec les responsables politiques chargés des questions de sécurité alimentaire et de nutrition. Dans le cadre du programme Faim zéro, la Commission nationale de la sécurité alimentaire et de la nutrition a été créée. Le PAM est membre du Comité technique de la sécurité alimentaire et de la nutrition (COTESAN), par le biais duquel les institutions gouvernementales examinent les initiatives en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le PAM travaille également en liaison avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama et avec le Programme communautaire de santé et de nutrition (PROCOSAN) afin



de promouvoir les programmes de nutrition. En 2006, le PAM a soutenu la décentralisation du Système d'information pour la sécurité alimentaire (SISSAN) en lançant un système municipal de sécurité alimentaire et de surveillance dans le cadre d'un projet pilote.

22. En association avec la Banque interaméricaine de développement et diverses institutions des Nations Unies, le PAM a participé au renforcement des capacités et à la sensibilisation en vue d'aider le Ministère de la santé à préparer un "plan national destiné à éradiquer la malnutrition chronique". Le Gouvernement a ainsi pu établir un plan national plurisectoriel pour 2007–2015, qui sera appuyé par le PAM et d'autres organismes.

ORIENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME DE PAYS

23. Le programme de pays vise à briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition et de la faim dans les municipalités exposées à l'insécurité alimentaire. En axant l'action sur les femmes enceintes et les mères allaitantes, le programme de pays tend à améliorer la santé et l'alimentation des enfants des familles pauvres. Le programme d'alimentation scolaire incitera les parents à envoyer régulièrement leurs enfants à l'école et garantira que les enfants recevront un repas nourrissant; il apaisera également la faim dans l'immédiat. La composante VCT dispensera aux familles des formations pratiques qui leur permettront de créer des revenus durables. Le programme de pays contribuera à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) 1, 2 et 4.
24. Conformément aux cinq domaines de coopération prévus dans le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)⁵, les résultats visés à long terme sont les suivants:
- renforcer les capacités et la coordination pour promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier des groupes les plus vulnérables;
 - garantir le plein accès aux services de santé;
 - promouvoir l'éducation des enfants, des adolescents et des adultes, surtout dans le cas des populations défavorisées;
 - promouvoir les politiques, les plans et les programmes propres à réduire la vulnérabilité environnementale et à soutenir le développement durable;
 - enfin, renforcer les capacités du gouvernement et des communautés à prévenir les catastrophes, à en atténuer les effets et à procéder au redressement.
25. Le programme de pays vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le nord et le nord-est. Les effets directs escomptés sont les suivants:
- amélioration de la nutrition et de la santé des enfants de moins de 3 ans et des mères;
 - amélioration de l'accès à l'éducation primaire;
 - enfin, amélioration de la sécurité alimentaire des ménages par le renforcement des moyens de subsistance.

⁵ Ces cinq domaines se présentent comme suit: 1) gouvernance démocratique et régime juridique de respect des droits de l'homme; 2) réduction des inégalités, de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition pour atteindre l'OMD 1; 3) garantie des droits sociaux dans le respect des OMD, de la Déclaration du Millénaire et d'autres accords internationaux (OMD 2 à 6); 4) la protection de l'environnement et la gestion des risques en vue d'un développement humain durable; et 5) une amélioration du système national d'information et des statistiques.



26. Le programme de pays constitue la réponse du PAM face à l'insécurité alimentaire chronique et la malnutrition. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) effectuée dans la région se concentre sur les zones touchées par les catastrophes sur la base de ses composantes SMI et d'aide alimentaire pour atténuer les effets des catastrophes. Le renforcement des capacités gouvernementales va dans ce sens; il sera financé séparément par le biais de projets régionaux et de fonds bilatéraux. L'IPSR concentre les activités sur Jinotega, Matagalpa et la RAAN.
27. Le Ministère de l'éducation a pris le relais du PAM pour gérer le programme d'alimentation scolaire qui s'adresse à 400 000 enfants, mais dont le financement est incertain. Le PAM collabore au programme d'alimentation scolaire du gouvernement pour en améliorer la logistique, la mise en œuvre et le suivi. Il coopérera avec le programme Faim zéro, le Ministère de la santé, le Ministère de l'éducation et le Ministère de l'agriculture et des forêts pour renforcer les capacités gouvernementales en vue de l'interruption progressive de son aide. Le PAM a contribué à édifier les capacités du Ministère de l'agriculture et des forêts et du Ministère de l'éducation.

Composante 1 (Objectif stratégique 3): améliorer la nutrition et la santé des enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes

28. En association avec le Ministère de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'OPS, le PAM s'appuiera sur des postes sanitaires ruraux pour distribuer des aliments enrichis en micronutriments dans le cadre d'un ensemble de prestations de santé et de nutrition qui comprendra la fourniture d'eau et l'assainissement, l'éducation nutritionnelle, l'allaitement exclusif au sein, et les micronutriments.
29. Les objectifs sont les suivants:
- réduire la malnutrition chez les enfants de moins de 3 ans;
 - sensibiliser les femmes enceintes et les mères allaitantes aux questions de santé et de nutrition;
 - enfin, encourager les mères à amener leurs enfants aux centres de santé afin de surveiller leur croissance.
30. Le projet sera mené dans les départements de Nueva Segovia et de Madriz, qui affichent les taux de malnutrition chronique les plus élevés. Cette composante requiert 522 tonnes d'aide alimentaire pour 20 000 personnes par an.

Composante 2 (Objectif stratégique 4): faciliter l'accès à l'éducation

31. Il s'agit d'apporter une aide alimentaire aux centres préscolaires et aux écoles primaires. Les objectifs sont les suivants:
- accroître les taux de scolarisation et de fréquentation;
 - renforcer les capacités de concentration et d'assimilation en apaisant la faim immédiate;
 - enfin, augmenter le taux d'achèvement du cycle primaire.

32. L'aide alimentaire incitera les familles à envoyer leurs enfants à l'école et évitera que la faim immédiate n'affecte la capacité d'apprentissage des élèves. Les municipalités enregistrent des taux élevés de non-inscription (25 pour cent dans l'Atlantique Nord contre une moyenne nationale de 12 pour cent⁶).
33. Le projet sera mené dans les départements de Nueva Segovia, Madriz, Matagalpa, Jinotega et dans la RAAN; toutes les écoles seront couvertes dans le cadre d'un accord conclu entre le PAM et le gouvernement. Le PAM coopérera avec l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'OPS, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et les ministères pour améliorer l'approvisionnement en eau, l'assainissement, l'éducation sur la nutrition et le déparasitage dans le cadre de l'Enveloppe de services essentiels. Des travaux se poursuivent avec le système des Nations Unies afin d'adopter une programmation conjointe dans les municipalités les plus pauvres.
34. Le PAM s'appuiera sur les comités de parents chargés de l'alimentation scolaire, sur les chefs de village et sur les enseignants pour aider la communauté en matière d'éducation nutritionnelle et d'hygiène. Il travaillera en liaison avec l'unité chargée du programme intégré d'éducation nutritionnelle, le Ministère de l'agriculture et des forêts, l'UNICEF et l'OPS dans les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire.
35. En ce qui concerne l'Enveloppe de services essentiels, la collaboration se poursuivra avec l'UNICEF, l'OMS/OPS et la FAO. L'UNICEF se chargera de la formation des maîtres, de l'approvisionnement en eau, des latrines des écoles et de la distribution d'aliments enrichis en micronutriments; l'OMS et l'OPS assureront l'approvisionnement en eau, l'éducation en matière de santé, de nutrition et d'hygiène, et le déparasitage. Les centres de santé disposeront de médicaments, de compléments en micronutriments et de vaccins; les capacités du personnel du Ministère de la santé seront renforcées. La FAO organisera les jardins scolaires.
36. La composante Alimentation scolaire requerra 3 351 tonnes d'aide alimentaire pour 175 000 écoliers par an: céréales, légumineuses, lait écrémé en poudre, aliments composés enrichis et huile végétale enrichie en vitamines.

Composante 3 (Objectif stratégique 2): renforcer les activités de soutien des moyens de subsistance pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages

37. Cette composante vise à aider les ménages pauvres dont la sécurité alimentaire repose sur des ressources naturelles dégradées à trouver des moyens de subsistance plus durables. L'aide alimentaire permettra aux petits exploitants de conserver les sols et les eaux pour réduire la dégradation de l'environnement.
38. Le projet sera mené dans les départements de Nueva Segovia et de Madriz, qui sont des zones d'extrême vulnérabilité. Les activités VCT et Vivres au profit de la formation (VPF) nécessiteront 336 tonnes pour 30 000 personnes par an.

⁶ Banque mondiale. 2003. Évaluation de la pauvreté au Nicaragua. Washington, D.C.



STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE

39. Le programme sera exécuté dans des zones identifiées comme étant les plus touchées par l'insécurité alimentaire selon l'étude ACV effectuée avec le Gouvernement.
40. Le PAM assurera l'alimentation scolaire des zones sélectionnées (29 municipalités); le Gouvernement fournira une aide aux 124 municipalités restantes (organisation communautaire encourageant la prise de responsabilités par les femmes). Le PAM renforcera les comités d'alimentation scolaire qui seront chargés de l'éducation nutritionnelle et de l'hygiène, et il intégrera les activités VCT dans les autres interventions.
41. Dans le cadre de la SMI, le PAM aidera les femmes enceintes et les mères allaitantes: les soins prénatals, et des soins post-natals (enfants âgés de 7 à 36 mois) intégrés seront fournis lorsque les mères participeront à la surveillance de la croissance dans les centres de santé. L'évaluation à mi-parcours a permis de constater que 80 pour cent des femmes participant aux programmes SMI bénéficiaient des prestations prénatales. Le PAM s'efforcera de porter cette proportion à 100 pour cent et d'atteindre l'objectif de quatre visites prénatales et deux visites post-natales.
42. Les activités VCT seront mises en œuvre pour les ménages exposés à l'insécurité alimentaire durant la période de soudure avec le Ministère de l'agriculture et des forêts, des ONG locales et les autorités locales.

GESTION, SUIVI ET EVALUATION DU PROGRAMME

43. Le PAM et ses partenaires ont procédé à des échanges de vues avec le Gouvernement, des organisations des Nations Unies, des banques, des ONG et des membres de la société civile durant la conception du programme de pays, et ont ainsi mis en place des partenariats locaux destinés à renforcer l'impact de l'aide alimentaire.
44. Le PAM s'efforcera d'accroître les achats locaux de produits alimentaires; il prendra en charge les frais de dédouanement, les dépenses portuaires et le transport jusqu'aux entrepôts centraux afin d'éviter les surestaries; 50 pour cent du maïs et des légumineuses devraient être achetés sur place. Le Gouvernement sera responsable du stockage, de la manutention et du transport. Le PAM travaillera avec la FAO et le Ministère de l'agriculture et des forêts pour soutenir les coopératives agricoles et les petits commerçants.
45. Le PAM continuera d'utiliser le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits (COMPAS) pour assurer le suivi des aliments en appliquant la méthode de gestion axée sur les résultats. Le système sera renforcé pour améliorer la qualité des données collectées et des rapports établis.
46. Les produits alimentaires importés ou achetés localement seront acheminés vers les entrepôts du PAM de Corinto ou l'entrepôt du gouvernement de Managua. Le gouvernement se chargera de les faire transporter jusqu'aux départements de Madriz et de Nueva Segovia et à la RAAN.
47. La distribution aux centres de santé ruraux sera coordonnée par le Ministère de l'agriculture et des forêts en collaboration avec le Ministère de la santé et les autorités municipales. Les distributions dans les écoles seront gérées par l'unité chargée du programme intégré de nutrition dans les écoles et les comités d'alimentation scolaire des communautés. Pour les activités VPF, le Gouvernement fera appel à des ONG, des institutions et des organismes locaux.

48. Le suivi des projets sera organisé avec les homologues gouvernementaux. Une enquête de référence sera réalisée au moment du lancement du programme de pays.
49. Le PAM dispose de bureaux de terrain à Siuna et Puerto Cabezas dans la RAAN, à Matagalpa et Ocotal; un autre est en cours d'installation à Madriz-Nueva Segovia. L'entrepôt principal se situe dans le port de Corinto sur la côte Pacifique. Les agents de terrain du PAM et leurs homologues gouvernementaux assureront le suivi: visites sur le terrain et collecte de données au moyen de listes de contrôle, de groupes de réflexion et d'enquêtes destinées à mesurer les indicateurs dans les municipalités ciblées.
50. Ce programme de pays soutiendra le processus de décentralisation du Gouvernement, en faisant participer les autorités locales à l'organisation des communautés, au ciblage des bénéficiaires, à la distribution et au suivi de l'aide alimentaire. Le personnel du PAM et les ONG locales coordonneront leurs activités avec les comités de développement municipaux.
51. Conformément à la politique de recouvrement intégral des coûts, le bureau de pays mobilisera des ressources en sus des ressources de développement ordinaires pour élargir son action.

ANNEXE I-A

| VENTILATION DES BÉNÉFICIAIRES PAR COMPOSANTE ET RÉPARTITION DES VIVRES | | | | | | |
|---|-------------------------------|--------------------------------|-------------------------|----------------|----------------|--------------------------|
| Composante | Quantité de produits (tonnes) | Répartition par composante (%) | Nombre de bénéficiaires | | | Femmes bénéficiaires (%) |
| | | | Hommes | Femmes | Total | |
| Composante 1: Améliorer la nutrition et la santé des enfants, des femmes enceintes et allaitantes | 2 610 | 12 | 6 000 | 14 000 | 20 000 | 70 |
| Composante 2: Faciliter l'accès à l'éducation | 16 755 | 80 | 87 500 | 87 500 | 175 000 | 50 |
| Composante 3: Renforcer les activités de soutien des moyens de subsistance pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages | 1 680 | 8 | 9 000 | 21 000 | 30 000 | 70 |
| Total | 21 045 | 100 | 102 500 | 122 500 | 225 000 | 54 |

ANNEXE I-B

| TYPE DE PRODUIT ALIMENTAIRE ET TAILLE DES RATIONS | | | |
|---|-----------------------|--|-----------------------|
| Composante | Produit alimentaire | Taille des rations (grammes/personne/jour) | Valeur nutritionnelle |
| Composante 1 | | | |
| Femmes enceintes et mères allaitantes | Mélange maïs-soja | 150 | 791 kcal |
| | Huile végétale | 25 | 14 % kcal protéique |
| Enfants de 7 à 36 mois | Aliments mélangés | 100 | 601 kcal |
| | Huile végétale | 25 | 12 % kcal protéique |
| Composante 2 | | | |
| Écoliers | Mélange maïs-soja | 30 | 505 kcal |
| | Maïs | 45 | 16 % kcal protéique |
| | Pois cassés jaunes | 35 | |
| | Huile végétale | 10 | |
| | Lait écrémé en poudre | 7,8 | |
| Composante 3 | | | |
| VCT | Maïs | 400 | 2 376 kcal |
| | Pois cassés jaunes | 80 | 10 % kcal protéique |
| | Huile végétale | 80 | |



ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET DE L'ALLOCATION DES RESSOURCES

| Chaîne des résultats | Indicateurs de résultats | Risques et hypothèses |
|---|---|-----------------------|
| <p>Effets directs du PNUAD</p> <p>Renforcer les capacités et la coordination au sein du gouvernement et de la société civile pour promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes les plus vulnérables</p> <p>Garantir le plein accès aux services de santé, notamment la santé génésique, et alléger le fardeau économique et social que la maladie fait peser sur les femmes, les enfants et les groupes vulnérables</p> <p>Promouvoir l'éducation des enfants, des adolescents et des adultes, surtout au sein de la population défavorisée</p> <p>Promouvoir la conception et la mise en œuvre des politiques, plans et programmes propres à réduire la vulnérabilité environnementale et soutiendront le développement durable</p> <p>Renforcer les capacités du gouvernement et des communautés face aux catastrophes et aux situations d'urgence: prévention, atténuation des effets, intervention et redressement</p> | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de l'insuffisance pondérale ➤ Prévalence des retards de croissance ➤ Apport énergétique par jour ➤ % d'enfants de moins de 5 ans menacés ➤ % de municipalités dotées de plans de développement qui englobent la sécurité alimentaire ➤ % de familles en situation de vulnérabilité, par municipalité ➤ Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans ➤ Mortalité des jeunes enfants ➤ Taux de mortalité maternelle ➤ % de la population ayant accès aux services de santé ➤ % de couverture des services de santé ➤ Couverture des accouchements assistés ➤ Budget du Ministère de la santé par rapport au PIB ➤ Taux d'alphabétisation ➤ Taux d'inscription à l'école primaire ➤ Taux d'achèvement du cycle primaire ➤ % des écoliers du primaire qui atteignent la cinquième année ➤ Budget du Ministère de l'éducation par rapport au PIB ➤ Nombre de zones protégées dotées d'un plan d'exécution ➤ Existence d'une réglementation sur l'eau et la biodiversité ➤ Existence d'un plan national de protection de l'environnement ➤ Accès aux services d'assainissement ➤ Existence d'un plan d'action national de gestion des risques et d'atténuation des effets des catastrophes ➤ % des budgets nationaux, régionaux et municipaux affectés aux composantes Atténuation des effets des catastrophes et Intervention en cas de catastrophe | |



ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET DE L'ALLOCATION DES RESSOURCES

| Chaîne des résultats | Indicateurs de résultats | Risques et hypothèses |
|--|--|---|
| Objectif stratégique 3 du PAM – Contribuer à améliorer la nutrition et l'état de santé des enfants, des mères et autres groupes vulnérables | | |
| Objectif 1 du programme de pays – Contribuer à améliorer la nutrition et l'état de santé des enfants de moins de 3 ans, des femmes enceintes et des mères allaitantes | | |
| Effet direct 1.1 Réduction de la malnutrition chez les enfants ciblés | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition chez les enfants de moins de 3 ans (évaluée par sexe, sur la base du poids, de la taille et de l'âge): | Dispositifs de surveillance de la croissance en place |
| Produit 1.1.1 Fourniture en temps voulu d'aliments nutritifs en quantité suffisante aux enfants ciblés de moins de 3 ans | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Bénéficiaires recevant effectivement une aide alimentaire du PAM, en pourcentage du nombre de bénéficiaires, ventilés par sexe ➤ Quantité de produits alimentaires effectivement distribuée, en pourcentage des distributions prévues, par produit | |
| Effet direct 1.2 Amélioration des pratiques sanitaires et nutritionnelles chez les femmes enceintes et les mères allaitantes | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition chez les femmes ciblées, estimée au moyen de l'indice de masse corporelle ➤ Prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance | <p>Le Gouvernement et les partenaires fournissent des services complémentaires tels qu'une formation sur la nutrition et la santé.</p> <p>Centres de santé convenablement équipés</p> |
| Produit 1.2.1 Fourniture en temps voulu d'aliments nutritifs en quantité suffisante aux femmes enceintes et mères allaitantes ciblées | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Bénéficiaires recevant effectivement une aide alimentaire du PAM, en pourcentage du nombre de bénéficiaires prévu ➤ Quantité de produits alimentaires distribués en pourcentage des prévisions, par type de produit ➤ Nombre de femmes enceintes ayant bénéficié d'au moins quatre contrôles médicaux ➤ Nombre de femmes ayant reçu une formation sur les pratiques élémentaires en matière de santé, de nutrition, d'hygiène et d'assainissement | |





| ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET DE L'ALLOCATION DES RESSOURCES | | |
|--|--|-----------------------|
| Chaîne des résultats | Indicateurs de résultats | Risques et hypothèses |
| Objectif stratégique 4 du PAM – Faciliter l'accès à l'éducation et réduire l'inégalité entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation et à la formation professionnelle | | |
| Objectif 2 du programme de pays – Faciliter l'accès à une éducation de qualité dans les écoles primaires | | |
| Effet direct 2.1 Augmentation de la scolarisation des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de garçons et de filles inscrits dans les écoles primaires appuyées par le PAM/taux brut de scolarisation ➤ % de filles et de garçons d'âge scolaire fréquentant les écoles primaires appuyées par le PAM/taux net de scolarisation | |
| Effet direct 2.2 Accroissement de la fréquentation des garçons et des filles dans les écoles appuyées par le PAM. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ % des garçons et des filles fréquentant des écoles primaires appuyées par le PAM/taux de fréquentation | |
| Effet direct 2.3 Amélioration de la capacité de concentration et d'apprentissage des filles et des garçons dans les écoles appuyées par le PAM. | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Perception qu'ont les enseignants de l'aptitude des enfants à se concentrer et à apprendre grâce à l'alimentation scolaire. | |
| Produit 2.1.1 Fourniture en temps voulu d'aliments nutritifs en quantité suffisante aux enfants ciblés | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Bénéficiaires recevant effectivement une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité, en pourcentage du nombre de bénéficiaires prévu, ventilés par sexe ➤ Quantité de produits alimentaires effectivement distribuée au titre de chaque activité en pourcentage des prévisions, par type de produit ➤ Nombre de comités d'alimentation scolaire en fonctionnement, en pourcentage du nombre prévu | |

ANNEXE II: MATRICE DES RÉSULTATS ET DE L'ALLOCATION DES RESSOURCES

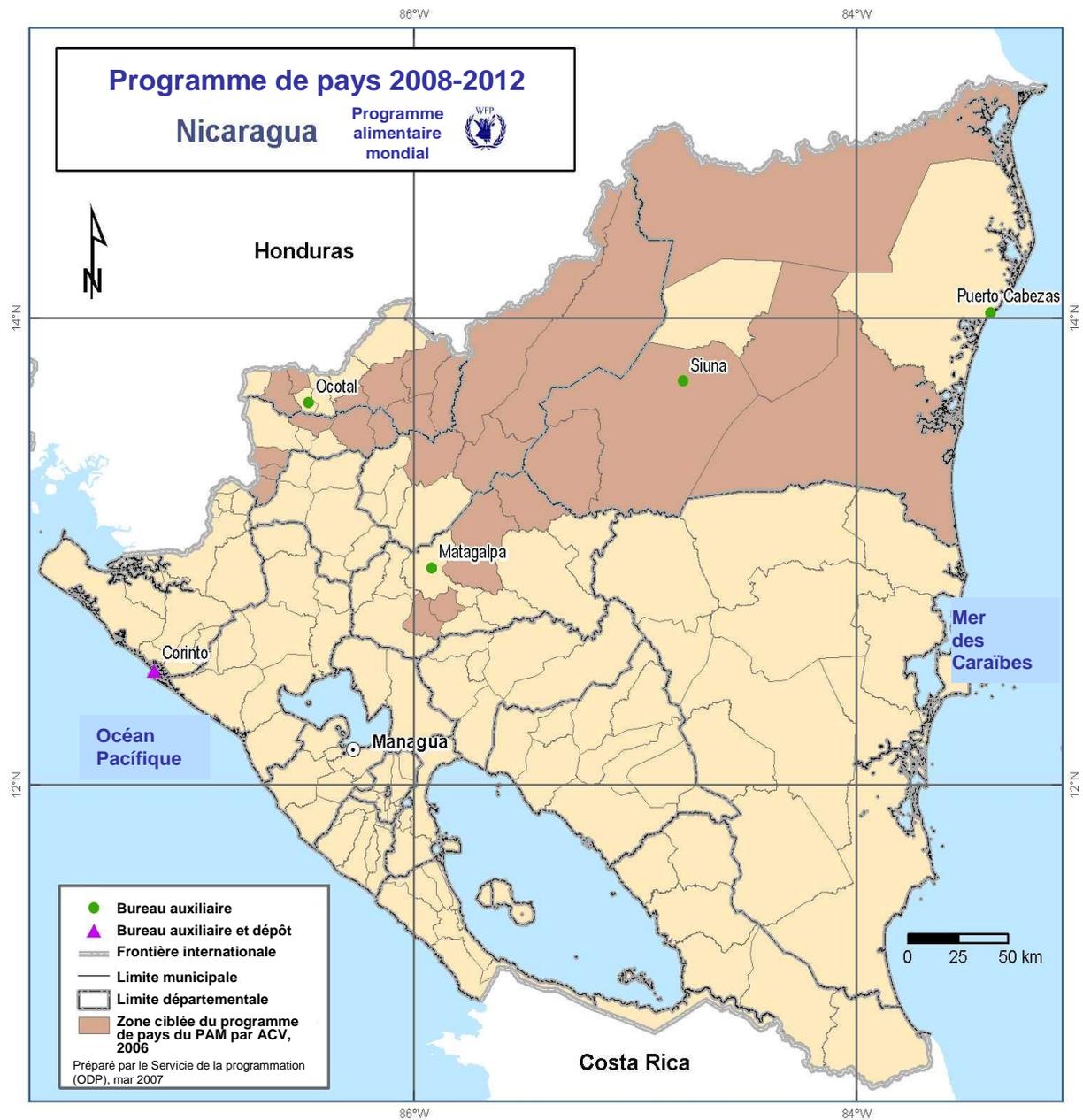
| Chaîne des résultats | Indicateurs de résultats | Risques et hypothèses |
|---|--|---|
| Objectif stratégique 2 du PAM – Protéger les moyens de subsistance dans les situations de crise et renforcer la résistance aux chocs | | |
| Objectif 3 du programme de pays – Améliorer la sécurité alimentaire des ménages au moyen d'activités renforçant les moyens de subsistance des petits exploitants | | |
| Effet direct 3.1 Capacité accrue des ménages ciblés de subvenir à leurs besoins alimentaires | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Part des dépenses des ménages bénéficiaires consacrée à l'alimentation ➤ Régime alimentaire plus varié | Les partenaires fournissent les intrants nécessaires, notamment la formation. Absence de catastrophes naturelles |
| Produit 3.1.1 Fourniture de vivres aux bénéficiaires ciblés, en temps voulu et en quantité suffisante | <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre effectif de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM au titre de chaque activité, en pourcentage des prévisions, par groupe d'âge et par sexe ➤ Quantité de produits alimentaires effectivement distribuée au titre de chaque activité en pourcentage des prévisions, par type de produit ➤ Nombre de comités de gestion de l'aide alimentaire effectivement organisés et formés, en pourcentage des prévisions | |



ANNEXE III

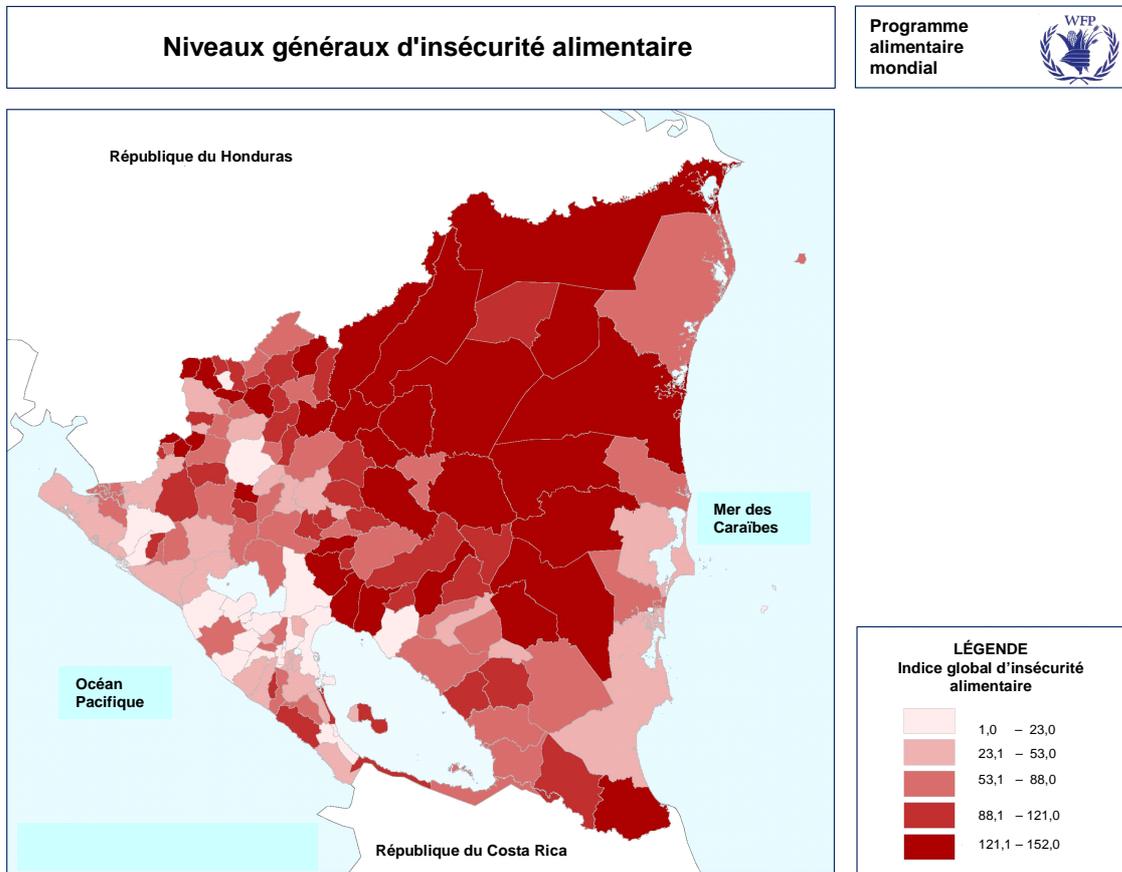
| PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR COMPOSANTE (en dollars) | | | | |
|---|---------------------|---------------------|---------------------|-------------------|
| | Composante 1 | Composante 2 | Composante 3 | Total |
| Produits alimentaires (tonnes) | 2 610 | 16 755 | 1 680 | 21 045 |
| Produits alimentaires (valeur) | 1 270 800 | 11 562 725 | 867 600 | 13 701 125 |
| Transport extérieur | 206 365 | 1 324 766 | 132 832 | 1 663 964 |
| Transport terrestre, entreposage, et manutention (total) | 80 477 | 416 584 | 43 082 | 540 143 |
| Transport terrestre, entreposage, et manutention (coût par tonne) | 30 83 | 24 87 | 25 64 | 27 12 |
| Autres coûts opérationnels directs | 57 045 | 382 095 | 37 205 | 476 345 |
| Total coûts opérationnels directs | 1 614 687 | 13 686 170 | 1 080 719 | 16 381 577 |
| Coûts d'appui directs | | | | 985 446 |
| Coûts d'appui indirects | | | | 1 215 692 |
| Coût total pour le PAM | | | | 18 582 715 |
| Contribution du Gouvernement | 270 292 | 6 187 819 | 109 301 | 6 567 412 |

ANNEXE IV



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ANNEXE V



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

| | |
|--------|--|
| ACV | analyse et cartographie de la vulnérabilité |
| COMPAS | Système d'analyse, de traitement et de suivi du mouvement des produits |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| IPSR | Intervention prolongée de secours et de redressement |
| PFRDV | pays à faible revenu et à déficit vivrier |
| OMD | objectif du Millénaire pour le développement |
| ONG | organisation non gouvernementale |
| OPS | Organisation panaméricaine de la santé |
| PNB | produit intérieur brut |
| PNUAD | Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| RAAN | Région autonome de l'Atlantique Nord |
| RAAS | Région autonome de l'Atlantique Sud |
| SMI | santé maternelle et infantile |
| TTEM | transport terrestre, entreposage et manutention |
| UNICEF | Fonds des Nations Unies pour l'enfance |
| VCT | Vivres contre travail |
| VPE | Vivres au profit de la formation |